



## Groupe 3 : Diversité de la création et des oeuvres

Deuxième réunion – 09 avril 2024

Animé par Manon Delauge et Fabrice Marquat (ALCA) et Stéphanie Vigier et Rafael Maestro (CINA)

En considérant la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée en 2005 et la Déclaration de Fribourg sur la diversité culturelle de 2007, il en résulte que la diversité artistique en région Nouvelle-Aquitaine englobe de nombreuses acceptions, de l'humain d'une part et de l'oeuvre elle-même d'autre part :

- La pluralité et la variété des expressions culturelles et artistiques : formes, genres, esthétiques, variétés
- La pluralité des contenus, des techniques, au-delà de normes établies
- La pluralité des origines culturelles, ethniques, linguistiques différentes des auteurs ou groupes d'auteurs, histoires, récits, perspectives depuis différents points de vue
- La pluralité des modes de production, de fabrication, et de diffusion
- La diversité qui prend source dans la tradition, l'innovation, ou l'expérimentation,
- La liberté d'expression
- L'accessibilité à l'acte de créer quel que soit le statut socio-économique, l'âge, le genre, la capacité

Ainsi la diversité de la création et des oeuvres tient autant à la nature des projets, à leurs auteurs et autrices, ainsi qu'aux producteurs et productrices. Elle se traduit tant par une diversité des aides dans leur nature – financière ou non – que dans leur modalité d'instruction, que dans la multiplicité des lieux et canaux de diffusion des oeuvres, sans oublier les enjeux d'éducation aux images. La pluralité des porteurs de projet (personne morale ou physique), quel que soit leur lien au territoire régional, motive l'existence de ces aides multiples.

À ce jour, elles sont ouvertes sans distinction pour offrir une vision élargie de la création au niveau régional, national et international.

Nous aborderons donc la réforme des fonds de soutien et de l'accompagnement des auteurs dans la perspective du parcours d'une oeuvre, de sa création à sa rencontre avec tous les publics au regard de la chaîne de valeur du secteur cinématographique.

### Ce groupe de concertation va se déployer sur 3 réunions articulées comme suit :

1°) Photographie de l'existant, identification des besoins (08/03/2024)

2°) Questionner et prioriser les besoins (09/04/2024)

- Validation commune des besoins identifiés.
- Selon les enjeux liés à la diversité (cf réunion 1)
- Selon leur nature
- Selon leur place dans le parcours d'une oeuvre

3°) Améliorations et modifications possibles (28/06/2024)

- Faut-il ajouter, simplifier, regrouper ?

## Atelier 2 – 09 avril : Questionner et prioriser les besoins

Participants : Théo VERPRAT (auteur, réalisation, producteur BRADAMANTE PRODUCTIONS) , Gaël DE FOURNAS (auteur, réalisateur, producteur, technicien BRADAMANTE PRODUCTIONS), Marie LESAY (productrice, RUE DE LA SARDINE, PEÑA ), Guillaume CORBEAU (directeur artistique et comédien, LES ASTRES SONGEURS), Emma ANDREWS (autrice, réalisatrice et technicienne), Rodrigo LITORRIAGA (auteur, réalisateur et producteur, BUSSOLA FILMS), Camille SOLANS (Pôle régional d'éducation aux images – FRMJCNA ), Jérôme AMIMER (auteur, réalisateur, producteur, LEITMOTIV PRODUCTION), Carla MUNNIER (productrice, STUDIO N), Pauline TRAN VAN LIEU (productrice, HUTONG PRODUCTIONS), Jérémie OBISPO (chargé de mission COM TV, REGION NOUVELLE-AQUITAINE), Jérôme POLIDOR (auteur, réalisateur, NAAIS), Alexandre PERRIER (producteur, KIDAM, PEÑA), Zalissa ZOUNGRANA (réalisatrice, scénariste, productrice, association ZATINBO PRODUCTION), Nicolas OISEL (Président association, ZATINBO PRODUCTION)

ALCA : Aurore Schneekönig, Juliette Segrestin

Nombre d'inscrits : 33

Nombre d'excusés : 8

Nombre de participants : 15 (+ 2 contributions écrites, 4 co-animateurs ALCA-CINA, 2 rapportrices

Prises de parole hors co-animateurs : 13 personnes (8 Hommes/9 et 5 femmes /6)

## **Ordre du jour**

***Quelle réforme pourrait favoriser et mieux soutenir la diversité de la création des œuvres ?***

### Introduction

- Réforme des fonds (soutien et filière) : cohérence, sélectivité (critères d'éligibilité et d'analyse pour les experts)
- Accompagnement des auteurs régionaux (création, production, diffusion)
- Diffusion des œuvres : quels critères adopter (canal de financement, soutenu/non soutenu, auto-production) pour évaluer la « diffusabilité » d'une œuvre ?
- EAI : renforcer le lien entre la création et l'éducation aux images (renouvellement des publics associés à une meilleure rémunération/reconnaissance des auteurs.trices régionaux)

### Conclusion

---

## Les idées principales qui ressortent de ces échanges sur la diversité des parcours d'auteurs dans le cinéma et l'audiovisuel en Nouvelle-Aquitaine :

- Critères d'éligibilité du fonds de soutien bien identifiés et mettent l'accent sur le lien régional.  
Piste d'amélioration autour de l'accompagnement préalable des auteurs régionaux pour augmenter l'opportunité que leurs projets soient auditionnés et retenus : en plus du travail déjà mené par les chargés de mission ALCA en amont des dépôts, comment favoriser la formation/information/communication pour mieux accompagner/renforcer les projets régionaux ?
- Comités d'experts : rôle, place, composition (diversité des participants), rôle de l'instruction d'ALCA pour mettre en lumière les projets d'initiative régionale (par l'auteur.rice et/ou le.a producteur.rice).  
Débat sur l'intérêt ou non d'avoir des observateurs régionaux lors des auditions.
- Nouvelles formes d'aides à imaginer pour les projets régionaux hors cadre ou pas mûrs (bourses ?). La post-production semble être la phase de fabrication ultime et la plus fragile d'un projet sous-financé : développer ce genre de soutien en direction de la filière régionale, en complément du dispositif du NAFW.
- Distribution / diffusion des œuvres : création d'une structure régionale privée pour faire vivre les films et leur faire rencontrer un public. Une aide publique à l'installation/démarrage (aide au programme).
- Education aux images : replacer cette question au centre du système des aides et soutiens (écriture, développement, production, diffusion) pour que l'implication des auteurs et autrices en la matière soit mieux reconnue et valorisée (image, considération professionnelle, rémunération).
- Améliorer la communication sur les ressources disponibles/existantes pour la mise en relation des professionnels, notamment inter-filières.

---

## Résumé des échanges :

### ➤ Introduction

**Manon DELAUGE :** Annonce de l'ordre du jour, et lectures de 2 contributions envoyées en amont de la réunion par 2 personnes excusées **Kati Pochelu** et **Emilie Mabit-Audoïn**.

**Emilie MABIT-AUDOIN et Camille WIPLIER (Studio Xilam) :** Réforme des fonds (soutien et filière) : cohérence, sélectivité (critères d'éligibilité et d'analyse pour les experts)

- *Souhaite-t-on aider moins de projets mais avec des montants plus importants ?*
- *Si oui, il est important il nous semble de trouver un équilibre entre nouveaux projets, projets créatifs & artistiques, projets à forte visibilité et/ou rentabilité ou projet permettant de faire perdurer des studios (nouvelles saisons d'un projet existant par exemple).*
- *Les aides peuvent-elles être soumises à l'acceptation de stagiaires ?*

**Katti POCHELU (Gastibeltza Films) :** *Pour notre part, la question de la diversité linguistique et culturelle est le point qui nous tient le plus à coeur. Suite à un problème de communication lors de la première*

session, je n'avais pas pu intervenir sur le sujet. Et je ne pourrai malheureusement pas porter la problématique demain non plus.

- *Observations : Diversité linguistique : les films en langue « dite régionale » sont souvent des films fragiles, et peuvent rencontrer des difficultés dans leur production. Comment faire pour aider cette diversité dans la région Nouvelle Aquitaine, qui compte deux langues régionales ?*
- *Diversité culturelle : Convier des experts provenant de diverses régions (en veillant à ce que la majorité ne soit pas issue de Paris) à rejoindre les commissions pourrait peut-être favoriser une meilleure prise en compte de la diversité culturelle.*

➤ *Réforme des fonds (soutien et filière) : cohérence, sélectivité (critères d'éligibilité et d'analyse pour les experts)*

➤ *Accompagnement des auteurs régionaux (création, production, diffusion)*

**Fabrice MARQUAT** : 5 critères d'éligibilité communs à toutes les esthétiques (ou moins 2 à respecter pour être éligible) : société de production implantée en Nouvelle-Aquitaine, lien culturel fort avec la région, tournage tout ou partie du film sur le territoire, dépenses et emplois en Nouvelle-Aquitaine (tournage et post prod). S'applique à tous les stades d'aides (développement et production). Le font le plus sollicité est celui du court-métrage avec paradoxalement l'enveloppe la plus réduite (dépôt exceptionnel de 102 dossiers à cette session).

**Jérôme POLIDOR** : Sur les dépôts, combien sont des projets d'initiative régionale ?

**Manon DELAUGE** : En 2023, pour le fond de soutien court métrage documentaires : sur les 19 courts-métrages de fiction soutenus (83 dossiers déposés éligibles dont 24 projets avec auteur régional et avec une société de prod régionale), 2 projets soutenus avec auteurs régionaux soit 11% des soutenus  
4 projets soutenus portés par une société régionale soit 21% des soutenus

Si on compare plus globalement la sélectivité sur le court métrage fiction : elle est de 10% des projets éligibles qui sont soutenus. Il y a une légère sous-représentation pour les auteurs résidant en région régionaux (8%) ,et les sociétés de production néo aquitaine (8%)

En 2021, 18 projets soutenus, 2022 en, le delta entre le nombre de projets soutenus et déposés est fort : cela est liés à l'enveloppe budgétaire sur ce fond.

**Fabrice MARQUAT** : Pourquoi seulement 20 projets soutenus ? Soit on en soutien plus avec une dotation moindre, soit on en soutien moins avec un meilleur financement. Nous préconisons 1 ou 2 projets en moins sur une session pour mieux soutenir ceux qu'on accompagne. Un chiffrage bas peut fragiliser/condamner un projet si la production ne trouve pas d'autres financements. 2-3 ans au niveau national, le souci d'initiative régionale concerne tous les fonds et les autres régions partagent les mêmes questionnements et inquiétudes. Certaines commissions ont mis des critères plus restrictifs, voire excluants. Les deux régions encore plutôt ouvertes sont la Nouvelle-Aquitaine et Auvergne Rhône-Alpes.

**Jérôme AMIMER :** Comment rééquilibrer les choses ? Tendance lourde à l'initiative régionale minoritaire, dominée par des sociétés de productions extérieures, particulièrement dans le court-métrage de fiction.

**Fabrice MARQUAT :** La fermeture des fonds régionaux aux auteurs et sociétés de production extérieures obligerait à terme tout le monde à tourner chez soi, sans possibilité de tourner dans une autre région. La concurrence de projets extérieurs est bénéfique aux projets néo-aquitains qui se sont bonifiés et franchis des caps en termes artistiques et économiques. Des critères trop excluants aggraveraient également un phénomène déjà en cours : l'installation massive, plus ou moins réelle, des sociétés de production parisiennes en régions, créant là aussi un déséquilibre dans l'éco système régional.

**Alexandre PERRIER :** Besoin de structurer une filière avant tout : producteurs, auteurs mais aussi industrie technique. La rendre visible, puissante avec des techniciens qui ont moyen de travailler dans leur région, être au contact d'autres équipes... Pas la bonne solution le repli sur soi qui pourrait mener à quelque chose de plus fragile. Sinon, aboutir à des choses néfastes pour la création et les œuvres. Beaucoup de sociétés parisiennes n'ont plus accès aux aides et ferment. Monde concurrentiel, plus de sociétés de production, plus d'auteurs, plus d'images et plus de vocations... Beaucoup moins en Belgique (taille de la Nouvelle-Aquitaine). On a la chance d'avoir quelque chose qui nous préserve, pas une solution le repli pour nivellement vers le bas. On a la chance d'avoir de bons comités d'experts en Nouvelle-Aquitaine.

**Manon DELAUGE :** Fabrice, peux-tu nous rappeler la provenance des experts ?

**Fabrice MARQUAT :** Extras régionaux de toute région. Une majorité de parisiens mais pas que, dans les 6 collèges d'experts. Plus d'experts en animation et long métrage de fiction. 12 experts au premier tour pour assimiler la masse de dossiers et ensuite 5 sur les 12 pour les comités.

**Jérôme POLIDOR :** La composition de collèges d'experts joue sur les projets soutenus. Préconisation pour que des observateurs professionnels de la région (associations interprofessionnelles ?) puissent assister aux comités pour plus de transparence sur ces comités et porter une attention particulière sur l'initiative régionale et la diversité. Sur le documentaire, on a 60% de dépôts des projets qui sont faits par des auteurs néo-aquitains. A la fin, 20% des projets aidés sont portés par des auteurs néo-aquitains. Les extras-territoriaux ont donc statistiquement plus de chance d'être aidés par le fond de soutien.

**Alexandre PERRIER :** Au-delà de la question de quotas pour les projets régionaux, pourquoi y a-t-il plus de projets extraterritoriaux soutenus ? Pourquoi sont-ils soutenus ? Meilleure qualité d'écriture, d'accompagnement, de financement, est-ce que ce sont des noms, des parcours ?

**Rafaël MAESTRO :** La question c'est de savoir si on privilégie l'initiative régionale ou la préférence régionale ? L'argent public n'est pas illimité. Comment les politiques publiques peuvent-elles corriger le marché ? Comment on fait pour que la création en région soit soutenue entre 2 projets, pour que les politiques publiques puissent nous aider ? On dénombre près de 50 aides de la région Nouvelle-Aquitaine, le catalogue est important. Le vrai souci de la région Nouvelle-Aquitaine c'est qu'elle est loin devant toutes les autres régions sur les sessions de dépôt. Le chiffrage qui est fait correspond aux

attentes de ceux qui viennent déposer. Rien ne vous empêche d'aller chercher d'autres guichets sur d'autres territoires. Attention à ne pas parler de chiffre au détriment de la valeur intrinsèque de l'œuvre.

**Jérôme AMIMER** : Il me semble qu'il y a des choses à corriger pour supporter l'initiative régionale sans pour autant tomber dans le protectionnisme.

**Manon DELAUGE** : Dans les 5 critères évoqués, faudrait-il les spécifier davantage ? Les corriger ? Ajouter un critère, à la fois avec l'initiative régionale et la diversité en général ?

**Carla MUNNIER** : Les langues régionales sont-elles un critère ?

**Fabrice MARQUAT** : Oui.

Je précise qu'il y a un accompagnement par le bureau des auteurs et le fonds de soutien. Je fais beaucoup de lecture en amont, d'accompagnement, avant qu'un dossier soit déposé et éviter ainsi qu'il soit balayé car trop fragile, et obligé de déposer à une autre session. Tout un travail préparatoire, souterrain et mal connu. Par défaut, l'accompagnement à l'initiative régionale se fait dans le quotidien, même si elle n'est pas inscrite clairement dans un règlement.

**Jérôme POLIDOR** : Il y a des critères concernant les auteurs qui nous paraissent problématiques : des auteurs extra territoriaux qui ont bénéficié d'une résidence d'écriture en Nouvelle-Aquitaine sont considérés comme auteurs régionaux et deviennent donc éligibles aux fonds de soutiens. Alors qu'ils peuvent avoir une production en dehors de la région, un tournage hors région...etc. Sur la résidence des sociétés de production, les critères devraient être resserrés pour être une boîte de production en Nouvelle-Aquitaine (a-t-elle des salariés ou non ?).

Sur les différents dispositifs, l'aide au projet d'après a une sélectivité décente de 50% avec la possibilité de se présenter 2 fois. Présentation d'une aide similaire à Strasbourg Métropole avec une bourse de 5000€ pour rééquilibrer l'accès à l'aide, diversifier les profils et accompagnements par des experts et au bout d'un an, possibilité de restitution d'un dossier d'écriture déposable à la région. Il va falloir penser des initiatives pour aller chercher plus de diversité.

**Carla MUNNIER** : Engorgement des régions, guichets difficiles d'accès pour le court-métrage. J'ai participé à une journée organisée par le ROC (Regroupement des Organisations du Court métrage) au CNC pour échanger sur l'actualité du format court. La question a été posée au CNC sur ce qui est fait avec les régions pour faciliter les choses ? Il semblerait qu'un groupe de travail CNC-SPI-Fonds de soutien régionaux soit en route. Y-a-t-il une concertation sur les régions et le CNC ?

**Fabrice MARQUAT** : Première réunion en septembre 2023. Une seconde devait avoir lieu en Janvier/Février mais elle n'a pas eu lieu à cause de problème de calendrier. Réflexion en court et extrêmement complexe car il y aura toujours une masse de dossiers déposés. Ça n'élimine jamais les dossiers, ça les déplace. Pas de réflexion sur comment baisser cette masse de demandes et de demandeurs. On ne résout pas les problèmes en déplaçant les projets, surtout à budget constant. Pas d'évolution d'enveloppe, d'équipe, etc. Par exemple on accorde un 2<sup>e</sup> dépôt à un projet car auteur ou

société néo-aquitain (pas automatique). Volonté d'émergence forte, mais où on ne trouve pas de solution encore. Selon moi, ça passerait par des phases de formation pour les projets les plus fragiles pour accompagner l'exercice du fond de soutien.

**Gaël DE FOURNAS :** On parle de politique régionale mais faudrait-il concerter sur une politique interrégionale ?

**Fabrice MARQUAT :** Chaque collectivité territoriale a sa propre politique qui dépend du fonctionnement administratif, des élus, de ses spécificités, de ses moyens... Très peu de points communs entre elles, les collectivités ne peuvent pas se ressembler, donc se rassembler sur des dispositifs communs ou économie d'échelle.

**Carla MUNNIER :** Est-ce qu'aujourd'hui, il existe une liste de structures régionales qui pourrait permettre d'aider à accompagner auteurs/prods à l'exercice des comités ?

**Manon DELAUGE :** Cette question du référencement et des annuaires en ligne est en cours d'amélioration (annuaire des professionnels, annuaire des formations en cours). Mais en tant qu'émergeant, on peut vite être noyé dans des listes ou des annuaires en ligne. On doit améliorer l'accès à l'information mais aussi améliorer l'intermédiation.

**Fabrice MARQUAT :** Sur la question de la formation, partenariat entre ALCA et Socle (société privée de formation) pour des ateliers d'écriture scénaristique : très bonne première session mais pas assez de participants pour la deuxième. Volonté de le décliner pour producteurs émergents... Imaginer une forme de parrainage pour que des producteurs émergents soient entendus sur des producteurs plus aguerris.

**Marie LESAY :** Ce serait possible de penser des tutorats jeunes aguerris et producteurs ? Bourses de réécriture ou bourses de résidence ? Il faut trouver un moyen de mieux accompagner les auteurs dans la création du projet.

**Alexandre PERRIER :** Une bourse fléchée accompagnement d'auteurs ! Le but ce n'est pas juste d'avoir une aide, une fois que le film est fait, il faut le faire vivre. Comment faire pour que les choses émergent ? Faire du développement, s'entraider... Renforcer le maillage des talents, des producteurs, des techniciens... pour aider une industrie créative. Trouver un moyen de mieux accompagner les auteurs dans le développement du projet est plus sain que de mettre des quotas.

**Gaël DE FOURNAS :** Je reviens sur l'idée d'un rôle d'observateur indiquée par Jérôme POLIDOR, qui aurait une position de surveillant des commissions.

**Jérôme POLIDOR :** Quelqu'un qui pourrait faire un retour aux autres professionnels de comment s'est déroulé un comité. Quand il y a un refus, il y a un retour du chargé de mission mais ça pourrait être vertueux d'avoir un autre retour. Pour des étudiants en cinéma, cela pourrait être très formateur.

**Rafael MAESTRO :** Ça pourrait mettre l'observateur dans une position extrêmement délicate.

**Jérôme POLIDOR** : Ça se fait dans certaines régions. Il y a aussi des étudiants qui le font. Pour des étudiants en cinéma c'est extrêmement formateur.

**Stéphanie VIGIER** : Donc on parle de formation d'étudiants, pas de retranscription et de transfert à des paires.

**Manon DELAUGE** : L'observation des comités avec CINA est dans l'intérêt de l'œuvre.

**Stéphanie VIGIER** : CINA a été accepté en tant qu'observateur à partir du moment où tout ce qui est dit dans la commission reste confidentiel. Ça nous aide dans notre travail au quotidien pour mieux parler des films.

**Théo VERPRAT** : Comment est choisi le comité d'experts ? Comment se déploie les rapports de communication ? Y a-t-il des directives données comme être particulièrement attentif aux projets régionaux ?

**Fabrice MARQUAT** : Chaque chargé de mission est en charge du recensement et de la nomination des experts de sa commission. Je travaille dans le court-métrage depuis 30 ans donc un bon carnet d'adresses. J'essaie de diversifier les métiers (producteurs réalisateurs, comédiens, techniciens...), les âges, les expériences différentes. De choisir des gens avec qui humainement ça va bien se passer, où il sera possible d'argumenter sans entrer en conflit. Des personnes dont je suis assuré de leurs compétences professionnelles, qui ne vont pas seulement apprécier la qualité d'une note d'intention/réalisation ou d'un scénario mais qui auront la capacité de voir et imaginer le film à venir. Je leur demande des fiches lectures détaillées, de voir les œuvres antérieures aux projets, puisqu'ils sont payés pour expertiser. Ils sont nommés pour 2 ans ou l'équivalent de 6 sessions sur une période plus longue en fonction de leurs disponibilités, et je suis bien sûr attentif à la parité.

**Théo VERPRAT** : Comment se déploient les rapports de communication ? Comment sont-elles encadrées ? Y a-t-il une philosophie ? Des directives sur une manière de se positionner, des choses à favoriser... ?

**Fabrice MARQUAT** : Le dossier est analysé au regard du scénario, de la note d'intention et de la cohérence entre les deux, ainsi que du moodboard. Le chargé de mission a la latitude de toujours préciser si c'est un projet d'initiative régionale, parfois aussi par l'implantation culturelle avec le territoire. Quand on sait qu'un projet ne peut pas être tourné ailleurs qu'en Nouvelle-Aquitaine, le fait de ne pas le soutenir peut signifier l'abandon pur et simple du projet par la production.

**Théo VERPRAT** : Est-il envisageable qu'il existe une directive sur une manière de se positionner ? Que le chargé de mission demande à ses experts d'agir une certaine manière, de favoriser certaines choses ou non ?

**Fabrice MARQUAT** : Au-delà de l'information sur l'initiative régionale d'un projet, je précise s'il y a eu une participation à des dispositifs d'accompagnements (ex : Talents en court, Talents Connexion, résidence d'écriture en région), mais je ne vais jamais dire aux experts de se positionner spécifiquement sur un projet.



**Marie LESAY** : Les auteurs régionaux qui ont autoproduits leur film à qui on accorde une aide pour la post-production avec l'obligation que cette aide serve à la fois à rémunérer l'auteur sur la post-production et l'obligation de dépense sur le territoire ?

**Fabrice MARQUAT** : Un peu comme le fait le NAFW (Nouvelle-Aquitaine Film Workout) qui est une aide à la post production attribuée par la région Nouvelle-Aquitaine et organisée par le FIFB, mais qui n'a donc lieu qu'une fois par an durant le festival.

**Marie LESAY** : Oui.

**Jérôme POLIDOR** : Si on veut faire émerger la diversité, il faut produire les choses autrement. Prendre une partie du fond de soutien du court métrage et le flécher sur des autoproductions ou des production associatives avec une politique volontariste d'aller chercher et soutenir des projets ? Dispositif type GREC.

**Manon DELAUGE** : Dans les propositions, ce qui ressort c'est : être au-delà des questions de fond de soutien : bourses, tutorat, aide à la post-production sur esthétiques hybrides.

**Jérôme AMIMER** : Pourrait-on imaginer la possibilité pour des projets passés en commission mais pas soutenus de repasser aussitôt en commission ?

**Fabrice MARQUAT** : C'est impossible. Il faudrait une session que de projets non retenus. Sur le long métrage, cela pourrait être envisageable mais sur le court métrage c'est impossible parce qu'il y a trop de propositions. Sur chaque session, il y aurait 10 sessions qui repasseraient en plénière. C'est intenable.

**Pauline TRAN VAN LIEU** : Il faut aider à la formation et à l'accompagnement, pas sur du favoritisme au soutien.

**Gael DE FOURNAS** : Accompagnement au parcours, pas au soutien sinon ça n'a aucun sens. Moi je trouve que c'est assez transparent la manière dont le comité nous communique les informations. Je ne vois pas comment faire autrement. Le souci c'est plutôt l'émergence : bourse, résidence... Donc la question c'est la labellisation, qui me semble une piste, plutôt que des observateurs.

- **Diffusion des œuvres : quels critères adopter (canal de financement, soutenu/non soutenu, auto-production) pour évaluer la « diffusabilité » d'une œuvre ?**
- **EAI : renforcer le lien entre la création et l'éducation aux images (renouvellement des publics associés à une meilleure rémunération/reconnaissance des auteurs.trices régionaux)**

**Manon DELAUGE** : Concernant l'accompagnement dans le cadre du Mois du Film Documentaire et des festivals, on participe à la venue des auteurs. Pour le Mois du Doc, ces œuvres sont majoritairement soit d'auteur régional soit de société de production régionale soit les deux. L'an dernier, sur 12 films au Mois du Film Documentaire, 11 étaient d'initiative régionale.

**Jérôme POLIDOR** : Le Mois du Film Documentaire a-t-il lieu dans le Poitou-Charentes ?

**Manon DELAUGE** : Nous faisons des propositions mais il n'y a aucune obligation de programmation. Cette année, on a un accord avec BDP Charente.

**Jérôme POLIDOR** : NAAIS représente une centaine d'auteurs. Une bonne partie d'entre eux font de l'éducation aux images. Une réflexion est en train d'émerger dans la Boucle Documentaire (fédération nationale regroupant une quinzaine d'associations d'auteur·rice·s et réalisateur·rice·s locales, régionales et nationales) sur qu'est-ce qu'être un auteur de films de création. On se rend compte qu'on a tous des activités en dehors de la création et l'éducation aux images n'est pas une sous-catégorie.

**Théo VERPRAT** : Tu parles d'une volonté que soit considérée l'éducation aux images comme un travail d'auteur ?

**Jérôme POLIDOR** : Oui. Qu'on assume le fait que ça fasse partie de notre métier.

**Théo VERPRAT** : On peut aussi mener des ateliers très pertinents sans être auteur. Intrinsèquement il y a quand même une différence.

**Gaël DE FOURNAS** : Les films d'ateliers ne sont pas considérés dans la diffusion, c'est ce que tu dis ? Je pense à Leonardo Di Constanzo : film atelier qui va au Carnot. Je pense qu'aujourd'hui, un film autoproduit peut être sélectionné dans des festivals comme d'autres films.

**Jérôme POLIDOR** : Pour moi, il y a une vraie réflexion de fond sur la place de l'éducation aux images sur la création en général, comment elle crée l'émergence d'autres paroles, d'autres films. Démarche d'aller chercher les gens, qui ne s'expriment parfois pas tout seuls, qu'il faut accompagner, c'est une démarche d'auteur. Je trouve que les ateliers d'éducation aux images sont souvent de petits dispositifs avec de petites enveloppes.

**Alexandre PERRIER** : Les ateliers d'éducation aux images fonctionnent oui. Peut-être faudrait-il avoir une réflexion autour de la rémunération des intervenants sur ces ateliers ? Mieux les connecter au milieu professionnel ?

**Théo VERPRAT** : Le travail d'éducation aux images est un prolongement de la démarche d'auteur, mais le statut d'auteur m'interroge... Comment cela fonctionnerait le prolongement de l'activité d'auteur (le rôle d'un auteur étant d'écrire un projet créatif, unique...), comment ça s'insérerait, se concrétiserait ?

**Jérôme POLIDOR** : Difficile d'aborder ces questionnements et ces enjeux en quelques minutes. Mais personnellement, je pense qu'écrire un projet d'atelier, c'est aussi une démarche d'écriture. Quand on écrit un atelier, on écrit un dispositif filmique.

**Manon DELAUGE** : Si on a des auteurs qui accompagnent les films soutenus que l'on peut rémunérer, c'est « gagnant-gagnant ». On essaye à ALCA de renforcer ce lien entre des films d'atelier et la diffusion (ex : travail sur un catalogue régional de films soutenus en dehors des dispositifs nationaux éducation aux images). L'éducation aux images se développe aussi en dehors des grands dispositifs.

**Fabrice MARQUAT** : Point retenu : valorisation du travail/du statut d'auteur dans le processus d'éducation aux images.

**Rafaël MAESTRO** : On n'a pas de renouvellement classique et mécanique du public. Le renouvellement classique du public dans les salles de cinéma : 85% d'une classe d'âge avait l'habitude d'aller en salle de cinéma. Baisse d'année en année. On a encore 10 ans, et après c'est terminé.

Le ministère de l'éducation nationale a dévasté le champ de la communauté éducative qui se mobilisait depuis des années, maintenant ils arrêtent parce que leur statut d'enseignant est réinterrogé. Les arts et pratiques culturelles disparaissent. Différence entre éducation au cinéma et éducation aux images. Il y a des opportunités et des expérimentations partout. Nous avons besoin d'un temps de concertation sur ces questions en Nouvelle-Aquitaine.

**Zalissa SOUNGRANA** : Expérience avec les centres socioculturels à Angoulême pour la diffusion de films qui datent de 3-4-5 ans. Moins de 100 personnes présentes mais tu vois que ton œuvre continue de vivre. La commune accompagnait cette démarche. Quel modèle mettre en place avec les communes, les écoles ? Si les élèves ne peuvent plus se déplacer, pourquoi ne pas l'emmener ?

**Emma ANDREWS** : Certaines productions ne sont pas adaptées au jeune public. Est-ce que les organismes de financement peuvent avoir un regard éditorial dessus ? Quand je parle de « pas adapté », c'est sur les chaînes audiovisuelles, le matin.

**Rafaël MAESTRO** : Aucune image ne serait dédiée à un enfant de moins de 3 ans.

**Emma ANDREWS** : C'est plutôt une question de contenu.

**Rafaël MAESTRO** : La salle de cinéma permet d'avoir l'installation (dans le cadre de maternelle au cinéma) pour que ça marche vraiment. Sujet un peu difficile à articuler avec les attendus de cette commission. J'aurais plutôt tendance à parler de la posture des parents. En moyenne un européen de 15 à 18 ans scrolle 500m d'images sur TikTok (1 images ça fait 10cm). C'est l'une des plus grandes addictions aujourd'hui.

**Manon DELAUGE** : Il n'y a pas de fonds sur la jeunesse mais des propositions de films. Le plus souvent sur l'animation.

**Emma ANDREWS** : Mon propos portait surtout des séries TV. C'est pas du tout la même dimension.

**Manon DELAUGE** : La série c'est aussi des œuvres, et c'est de plus en plus prégnant de s'interroger dessus.

**Alexandre PERRIER** : Aborder la question de la distribution en se disant que qu'on pourrait se doter d'un ou de plusieurs outils et initiatives qui permettent de se rassembler. Pas forcément des fonds publics, mais aussi privés. Les méthodes de distribution traditionnelles (affiches, bandes annonces...) ne sont plus d'actualité. Comment faire vivre nos films et leur faire rencontrer un public ? Une aide à l'installation sur la base d'un programme (qui peut être mélangerait distribution et éducation aux images) qui, sur la base de structures (1 ou 2) comme PENA, NAAIS, tribune des auteurs, qui servirait à faire vivre ces œuvres serait bénéfique. De faire émerger une structure ou un appel d'offre pour les entreprises de production. Faire une aide au programme sur la base d'une entreprise spécifiquement en distribution. Aides qui sont un peu laissées de côté.

**Manon DELAUGE** : Une aide, mais à une structure qui serait privée ?

**Alexandre PERRIER** : Oui, comme une boîte de production mais une boîte de distribution qui aurait un guichet régional ou départemental sur la base d'un programme sur 1-2-3 ans, qui sert à initier des choses pour permettre de prendre le relai des producteurs, et bosser main dans la main avec les distributeurs.

**Stéphanie VIGIER** : Ce qu'on voit de plus en plus dans l'accompagnement de films soutenus, c'est que les producteurs s'improvisent distributeurs. Pour les salles de cinéma, c'est parfois facilitateur (remontée billetterie, communication qui va avec, travail de façon forte et intense au niveau régional) mais ce n'est pas la solution miracle pour être diffusé en salle. C'est plus facile pour nous de travailler avec quelqu'un en local. Mais 80% de salles mono écran en milieu rural, qui ne pourront pas passer l'intégralité des films en région.

**Alexandre PERRIER** : Ce n'était pas l'idée que ce soit un dû d'être diffusé en salle de cinéma. Mais une structure avec quelqu'un qui est distributeur et fasse l'intermédiaire entre production et la salle.

**Manon DELAUGE** : Interface auprès des salles mais aussi des festivals (régionaux compris). Certains films sont plus facilement diffusables en salle de cinéma, et certains vont trouver d'autres moyens d'être diffusés...

**Marie LESAY** : En distribution aujourd'hui on manque de force vive. Où sont ces gens ? Comment on flèche de l'argent à des sociétés de distribution pour qu'ils aident à cette tâche ?

**Gael DE FOURNAS** : Mais si la salle ne peut pas suivre, quel est l'intérêt ?

**Marie LESAY** : Ramener le public vers la salle est un travail qu'on doit mener. Mais l'idée c'est aussi de se demander quels sont les autres endroits ?

**Gael DE FOURNAS** : Pour moi, l'éducation aux images passe par un sacrifice. Oui, il faut gagner de l'argent. Si une plateforme VOD me propose 0€ et que le film est montré dans des zones reculées, le but ça reste que le film soit montré.

**Marie LESAY** : Les festivals qui diffusent des films sans droits de diffusion, ce n'est pas normal. On ne doit pas rentrer dans cette dynamique d'accepter de montrer ses œuvres gratuitement pour pouvoir toucher plus de personnes.

**Rafaël MAESTRO** : Sur les 2000 établissements, 1500 sont cinémas indépendants, soit 20% des entrées. Grands circuits des exploitations. 93% des recettes en France sont assurées par 20 films. Imposer à la salle un plein programme sur les écrans pour tirer un maximum de recette. Empêcher concurrents d'avoir accès aux mêmes écrans, c'est la réalité. Rentrer des films qui n'ont rien à voir avec le marketing ça existe encore.

**Gael DE FOURNAS** : Il existe plein de territoires sans cinémas. Je suis né dans le Gers. Même avec Ciné32. Et qu'est-ce qu'on trouve comme type de film dans les salles ? Que du mainstream, du grand public, de moins en moins d'art et essai...

**Rafaël MAESTRO** : 1276 établissements A&E en France. Passer un film un jeudi soir ou un mardi après-midi, ça n'a aucun sens, on ne va toucher que les cinéphiles. Le but c'est que les gens réalisent qu'ils ont des salles de cinéma proches de chez eux et qu'ils en profitent.

**Manon DELAUGE** : Merci à tous pour ces précieux échanges. Nous repartons riches de beaucoup de pistes de travail. Rappel du prochain temps de travail le 28 mai en visio.

